

# L'épiscopat et l'Amérique latine

Qu'il s'agisse de la croissance des budgets d'armement, de la lutte en faveur des droits fondamentaux, ou de la justice que réclament les classes défavorisées ou opprimées, les déclarations et la solidarité active des Églises sont en train de devenir, sans publicité tapageuse mais très réellement, un des leviers les plus puissants du changement moral et social dans le monde contemporain. Fortement tributaire de la pensée et des expériences de l'Amérique latine, cette présence de plus en plus décisive de l'Église au cœur de ces mutations historiques a particulièrement influencé les communautés chrétiennes des États-Unis et du Canada, historiquement liées aux Églises du sud.

A cet égard, la «déclaration sur l'Amérique centrale» publiée en novembre 1981 par les évêques catholiques des États-Unis est éclairante. Les pasteurs américains font leur la doctrine invitant l'Église à entreprendre «sa propre conversion», à «répondre à l'appel des pauvres» et à «s'identifier au peuple dans son combat pour une vraie justice». S'agissant de l'Amérique centrale où le gouvernement de Washington est omniprésent, l'épiscopat nord-américain, tout en refusant toute complaisance à l'endroit du communisme, s'est refusé aux simplismes de la politique des États-Unis sur «le conflit global» avec l'URSS qui expliquerait l'histoire des pays de cette région.

Et c'est ainsi que ne craignant pas de passer aux jugements pratiques, les évêques des États-Unis ont réprouvé l'envoi d'armes en El Salvador et se sont opposés à l'aide militaire des États-Unis à ce pays, donnant suite à la lettre de Mgr Oscar Romero à l'ancien président Carter. De même, tout en soulignant les inquiétudes de l'épiscopat du Nicaragua au sujet du respect des droits de l'homme par le nouveau gouvernement révolutionnaire de ce pays, ils ont refusé d'endosser la politique d'isolement prônée par l'administration Reagan à l'endroit des Sandinistes et favorisé une assistance.

Et, après une évaluation non moins judicieuse de la situation au Guatemala, l'épiscopat américain terminant sa déclaration sur l'Amérique centrale par cette citation audacieuse tirée des prophéties d'Isaïe: «Savez-vous quel est le jeûne qui me plaît? Rompre les chaînes injustes, délier les liens du joug, renvoyer libres les opprimés, briser tous les jugs, partager ton pain avec l'affamé, héberger les pauvres sans abri, vêtir celui que tu vois nu et ne pas te dérober devant celui qui est ta propre chair.»

Malheureusement, mais comme il fallait s'y attendre, ces positions d'Églises

soeurs, parfois sanctionnées par le martyre de prêtres, religieuses et coopérants laïques, brutalement assassinés par les régimes en place, n'ont pas été sans susciter de réactions négatives dans plusieurs milieux catholiques en Amérique du sud, y compris au sein de la hiérarchie. C'est ainsi qu'une polémique défrayait les manchettes récemment en Europe, alors qu'une trentaine d'évêques latino-américains s'en prenaient à Pax Christi et à ses rapports d'enquête sur les droits de l'homme en Amérique centrale.

Dans une lettre divulguée par l'hebdomadaire italien «Il Sabato», l'archevêque de Medellín, en Colombie, Mgr Lopez Trujillo, également président du Conseil épiscopal latino-américain (CEIAM), accuse un collègue italien de faire de la politique et de semer la discorde là où, au contraire, il devient pressant de trouver une entente entre les chrétiens. Sans que de semblables incidents aient pu être notés dans la presse nord-américaine, il est permis de croire que des pressions de même source et de même nature ont pu être exercées, discrètement, sur les évêques nord-américains et canadiens.

Fondamentalement, l'Église latino-américaine, avec d'importantes variations suivant les pays, est divisée, parfois déchirée, entre les milieux traditionnels qui se refusent à rompre avec les régimes en place et les faveurs qu'ils en tirent, des chrétiens et même des évêques qui, à l'autre extrême, ont plongé dans la tourmente pré-révolutionnaire des masses opprimées, et, entre les deux courants, ceux qui cherchent encore une voie. Tous déplorent les tensions, les méfiances et les distances qui en résultent, mais peut-il en être autrement dans les débats et les années incertaines par lesquels ces églises doivent passer?

Dans ce contexte, les réunions les plus importantes ne sont pas nécessairement celles qui ont lieu avec la participation des fidèles. C'est ainsi que se tient cette semaine à Niagara, en Ontario, une rencontre de représentants des épiscopats latino-américains, nord-américain et canadien. En préparation du prochain Synode de Rome, une quinzaine d'évêques vont aborder, sous le thème de «la pénitence et la réconciliation», des questions d'actualité locale et internationale susceptibles d'avoir une très vaste portée. Cette réunion annuelle, revêtant un caractère privé et informel, devrait permettre des échanges de vues plus directs sur les relations entre les conférences épiscopales. Les problèmes brûlants d'Amérique centrale

devraient aussi, normalement, faire l'objet de cette discussion.

Sans vouloir minimiser l'apport des évêques venus d'Amérique latine, à quelque tendance qu'ils appartiennent, non plus que celui des représentants de la conférence épiscopale des États-Unis, il n'est pas superflu de souligner ici la contribution, souvent exceptionnelle, qui a été faite par des évêques canadiens et tout l'épiscopat à l'étude des problèmes redoutables que pose, dans un contexte de bouleversement politique et de crise économique, la solidarité entre les Églises des deux Amériques.

Peu liée aux establishments économiques, juridiquement indépendante de l'État, aux prises avec les questions ardues que posent, par exemple, l'avenir du Québec, la réparation des injustices faites aux Indiens, les disparités régionales, le chômage de masse, l'Église canadienne a su développer des positions à la fois réalistes et audacieuses. Si ces options avaient été plus largement adoptées par les fidèles, le Canada serait moins tranquillement enfoncé dans ses impasses: en même temps, la politique extérieure du gouvernement serait moins rétrograde, notamment à l'égard de l'Amérique latine. En fait, l'Église canadienne en est encore à jeter les bases des grands changements de mentalité à venir. Il faut souhaiter que ces positions soient comprises et largement partagées par les autres Églises.

Moins soumise aux pressions des gouvernements et des intérêts dominants, l'Église d'ici n'est pas non plus pressée par l'extrême misère et les guerres civiles qui caractérisent l'Amérique latine. Elle a appris, sans déchirer l'épiscopat, à formuler des jugements sains sur des matières très controversées. N'ayant été marquée ni par la domination de régime de gauche ni par la complaisance envers des régimes fascistes, ce qui n'est pas le cas de plusieurs épiscopats latino-américains, elle peut prendre, sur la liberté et le développement des peuples et sur la responsabilité des chrétiens, des vues équilibrées. À cet égard, l'épiscopat canadien est peut-être appelé à jouer un rôle de grande portée historique sur l'avenir des peuples et des églises tourmentés d'Amérique latine, et, spécialement dans les temps présents, en Amérique centrale.

Car plus libres de parler et d'agir que nombre de leurs collègues du sud, nos évêques portent, en conséquence, dans leur église locale et sur la scène internationale, une plus grande obligation de le faire.

Jean-Claude LECLERC